



Historiographie & archivistique

Quelles archives soviétiques ? Réflexion sur la constitution des archives du pouvoir stalinien

Au début des années 1990, les « archives soviétiques » ont pour un temps semblé constituer un certain eldorado de l'historien. On y a cherché les pierres philosophales qui auraient pu servir à comprendre non seulement tous les mystères de l'histoire de ce vaste pays désormais disparu, mais également les secrets du mouvement communiste international ou les modalités de l'influence soviétique dans le monde (les sources de « l'argent de Moscou » par exemple !). Pendant longtemps, on a ainsi pensé que « tout » était dans ces archives oubliant ou négligeant des années de réflexion sur ce qu'est l'archive dans la pratique de l'historien. Cet engouement pour les archives était, il est vrai, largement la conséquence de la pénurie quasi totale qui avait été, pendant des années, le lot des historiens de l'Union soviétique — occidentaux assurément, mais dans une large mesure soviétiques également. La question des archives soviétiques s'est ainsi dans un premier temps posée en terme d'accès. L'histoire de l'Union soviétique s'était en effet écrite pendant de longues années quasiment sans archives. En Occident où l'on cherchait après la Seconde Guerre mondiale à mieux connaître le nouvel ennemi de la guerre froide, la presse officielle, les témoignages d'émigrés (et en particulier le célèbre *Harvard Project on the Soviet Social System* [1]) constituèrent l'essentiel des sources mobilisées. Les archives du comité du parti de la région de Smolensk [2] sont les seules « archives » à proprement parler à disposition des chercheurs à l'ouest du rideau de fer. Confisquées par l'ERR [3] nazie pendant l'occupation de la ville soviétique, puis récupérées par les Américains, et déposées aux Archives nationales à Washington, elles constituent une source intéressante, mais limitée à l'échelon régional [4]. En Union soviétique, l'accès a toujours été des plus limités ; il n'est partiellement facilité que pendant la courte période du dégel khrouchtchévien [5], brutalement close en 1965 par la nomination de Sergej Pavlovitch Trapeznikov au département des sciences et de l'éducation du comité central du PCUS. Cette absence quasi totale de sources d'archives a favorisé une lecture et une écriture de l'histoire que l'on pourrait facilement qualifier de policière. À la manière des meilleurs auteurs de romans policiers, les historiens essayaient d'imaginer, d'expliquer ce qu'ils n'avaient aucun moyen de vérifier. C'est ainsi que sont apparues un certain nombre de questions qui ne cessaient d'agiter le monde des études soviétiques au moment où les archives commencent à s'ouvrir. C'est en particulier le cas du mystère autour du commanditaire du meurtre de Kirov le 1er décembre 1934 ou de la réalité du suicide de Grigori Ordjonikidze en 1937... On cherchait

également à distinguer des courants dans la direction du parti et de l'État soviétique en relevant des indices bien minces dans les sources disponibles [6].

En absence d'archives facilement accessibles, c'est par la littérature que l'Union soviétique de la *perestroïka* va retrouver son histoire. Entre 1986 et 1988, ce sont les revues littéraires, les écrivains et romanciers qui vont investir la période stalinienne [7]. C'est le cas notamment de la fresque historique d'Anatoli Rybakov, *Les enfants de l'Arbat* [8]. Cette offensive littéraire est doublée de la publication en russe de témoignages essentiels déjà accessibles à l'étranger (ceux de Varlam Chalamov ou d'Evguenia Guinzbourg par exemple) et d'une intense activité journalistique. *Ogoniok* ou les *Nouvelles de Moscou* multiplient les articles de vulgarisation historique, où ils reviennent sur les destins brisés des hommes du stalinisme ou sur leurs bourreaux. Tous ces textes importants ne font pourtant que flirter avec les archives qui s'entrouvrent sur des bases aléatoires. Ce n'est qu'après cette phase de passion historique que l'accès aux archives soviétiques devient possible.

De multiples actes normatifs succèdent au coup d'état avorté de 1991, d'abord la nationalisation des archives du parti et la création, en octobre 1991, de centres d'archives sur cette base (le RCHIDNI [9] à Moscou et des variantes régionales). En juin 1992, l'accès aux archives devient possible aux citoyens russes, mais aussi étrangers pour tout fonds d'archives trente ans après sa création tant que « l'information ne constitue pas un secret d'État ou autre, tel que défini par la loi ». Lorsque la vie privée des citoyens est concernée, un délai de 75 ans est défini [10]. L'ensemble est confirmé par une loi en juillet 1993. Cette ouverture subite relance l'intérêt de la communauté scientifique et journalistique. On va pour reprendre l'expression de Patricia Grimsted, y voir des « fournisseurs de sensations [11] ». Il est temps alors d'obtenir les réponses aux questions que l'on s'était posées pendant des décennies. Arrivera-t-on à prouver que Staline a donné l'ordre de tuer Kirov ? On se précipite également pour établir le nombre des victimes du stalinisme. Mais on cherche aussi des documents compromettants, on fait feu de tout bois : journalistes [12], mais aussi historiens [13] utilisent ces nouveaux documents sans toujours faire preuve de la rigueur nécessaire. Dans l'enthousiasme au parfum de scandale des premières années de l'ouverture, la question des archives soviétiques est alors posée en termes de face à face de l'historien et du fonctionnaire : le second étant soupçonné de refuser par tous les moyens d'étancher la soif de documents du premier [14]. La multiplication des règles d'accès, plus ou moins respectées dans les faits, fut évidemment l'objet de réflexion de la communauté des historiens. La question de la déclassification a ainsi longtemps été au cœur des réflexions.

On le voit : le travail dans ces archives nouvellement accessibles a plus visé à « dénicher » le document sensationnel, à y accéder plutôt qu'à comprendre le fonctionnement d'un système complexe, y compris dans la production et la gestion des archives. Très vite cependant cette approche se révélera être une impasse. Les « documents » miraculeux n'existaient pas ou peu, les scandales firent long feu. Les archives cessent d'être pensées sur le terme de la sensation pour retrouver une certaine normalité. Le temps vint alors de s'interroger sur la constitution des archives, de poser la question de ce que l'on pouvait y trouver. Quels sont les documents que renferment les archives ? Qu'a-t-on donc conservé ? Où trouver les documents que l'on cherche ? La réponse s'articule autour de deux logiques, de deux temps au cœur de l'acte archivistique : celui de la formation et celui de la conservation. L'une comme l'autre, ces deux logiques posent la question de la valeur de l'archive au centre de notre réflexion.

La formation

Une imparfaite centralisation

L'histoire des archives soviétiques est d'abord celle de leur polycentrisme [\[15\]](#). Aujourd'hui, la principale structure de gestion des archives russes reste l'agence fédérale des archives (*Rosarkhiv* [\[16\]](#)). Elle doit gérer le « fonds d'archives de la Fédération de Russie ». Rosarkhiv gère ainsi directement seize centres d'archives fédérales, dont les principaux sont le GARF (Archives nationales de la Fédération de Russie) et le RGASPI (Archives nationales russes d'histoire sociale et politique, les archives de l'ancien parti communiste). Chaque « sujet » (régions, territoires et républiques) de la Fédération de Russie dispose en outre de centres d'archives propres. En dehors de ce système centralisé subsistent plusieurs [\[17\]](#) archives « administratives » (*vedomstennye*) de structures qui ont le droit de conserver leurs propres archives. Depuis le 4 avril 1980, les services de sécurité (alors le KGB, désormais le FSB) ont ainsi obtenu la possibilité de conserver de façon permanente leurs documents. Tous les documents conservés aux archives nationales qui se rapportaient de près ou de loin à l'action du KGB et de ses prédécesseurs ont alors été extraits. Ces archives d'exception concernent notamment le ministère des Affaires étrangères [\[18\]](#) (le MID), le ministère de la Défense, celui de l'intérieur (depuis 1966). Le fonctionnement particulier de ces centres d'archives en rend l'accès extrêmement complexe et aléatoire, notamment en raison de l'absence d'inventaires à la disposition des chercheurs.

Ce morcellement des archives est le fruit d'une histoire complexe du profilage des archives qui rend parfois complexe le repérage des documents, et ce, au sein même du fonds géré par l'agence fédérale.

Les premières années du régime soviétique sont pourtant marquées par une politique des archives volontariste et la création d'un fonds unifié des archives d'État (EGAF). Pour la période postérieure à 1917, les Archives de la révolution d'Octobre regroupent tous les documents produits par le jeune État soviétique selon une règle qui veut que les dossiers clos ne puissent être conservés plus de 5 ans au sein des administrations productrices [\[19\]](#). En 1928, elles rassemblent 3000 fonds [\[20\]](#). Progressivement, ces archives vont devenir celles des organes suprêmes du pouvoir d'État et de gestion de la période soviétique : des fonds sont écartés [\[21\]](#), d'autres se rajoutent : les documents des syndicats, les fonds de l'administration soviétique d'occupation de l'Allemagne et la commission des réparations. L'inflation des fonds conservés atteint son apogée en 1957 au moment de la réforme khrouchtchévienne de l'appareil d'État. Les archives des 24 ministères et administrations centrales alors supprimées sont versées aux archives qui deviennent « Archives centrales d'état de la révolution d'Octobre et de la construction socialiste. »

Cette archive centrale tentaculaire sera légèrement simplifiée : en 1957, on établit une archive plus spécifiquement dédiée à la RSFSR [\[22\]](#), seuls les fonds fédéraux sont donc conservés. Elle est enfin scindée en deux en 1961 : les « Archives centrales d'état de l'économie » en sont extraites et rassemblent les documents concernant la gestion de l'économie. C'est ce morcellement progressif qui explique qu'aujourd'hui les archives des organes de l'État soviétique se trouvent au RGAE [\[23\]](#) pour l'économie, au GARF pour l'échelon central soviétique et dans une annexe du GARF pour les administrations de la RSFSR.

Ces archives d'État complexes et éclatées s'ajoute, calqué sur la dualité du système soviétique, un réseau d'archives du parti. Les documents du parti ne sont en effet pas destinés à être diffusés en dehors de lui. Ce qui est valable pour le fonctionnement quotidien l'est également pour l'archivage de ses documents. Un système

parallèle s'organise dès 1924, quelques mois après la mort de Lénine, avec une vaste entreprise de rassemblement de tous les documents léninistes. En décembre 1925, *Centrarkhiv* prend la décision d'extraire des archives centrales et régionales tout ce qui concerne l'action du RKP(b). Ces documents seront transmis en décembre 1929 à l'institut Lénine, au sein duquel on crée la TsPA (les archives centrales du parti). Ce système d'archives propre au parti et donc indépendant des archives d'État est nationalisé en octobre 1991 par décret du président de la RSFSR, Boris Eltsine, à la suite du putsch manqué d'août 1991. Ces archives sont complétées en mars 1999 par les archives du comité central du komsomol, l'organisation de jeunesse du parti communiste. Les archives qui en 1991 n'avaient pas été transmises à la TsPA sont enfin regroupées dans un autre centre d'archives. La situation reste donc extrêmement complexe.

Ce tableau relativement complexe de la répartition des documents produits par l'Etat-parti soviétique est un premier obstacle de taille au travail du chercheur. Il n'est ni simple de déterminer exactement l'endroit où peut se trouver un document ni évident d'y avoir un accès aisé [24]. La quête des documents se complexifie du fait du fonctionnement même des archives et la part que le secret y tient.

Le secret

Les archives du pouvoir stalinien sont profondément marquées par la pratique du secret. Elles le sont à deux titres : d'abord dans la constitution de l'archive, ensuite dans la pratique du fonctionnement des centres d'archives jusque dans la période la plus contemporaine. Pour comprendre cette situation, il importe de revenir sur le rapport du stalinisme au secret. Le secret est au cœur de la pratique soviétique et en particulier stalinienne. Le contrôle de l'information à la fois vis-à-vis de l'extérieur, mais également au sein même du pouvoir soviétique est fondamental [25].

Le mot russe utilisé pour désigner ces documents particuliers est *konspirativnyye*, donc « ce qui relève de la conspiration » : on peut y voir une réminiscence de la période de clandestinité des dirigeants bolcheviks. Cette qualification est appliquée à des documents en fonction de leur nature, de leur thématique, mais également à l'organe qui les produit. Le bureau politique du parti (Politburo) est par exemple le lieu du secret le plus impénétrable : certaines discussions restent orales, la diffusion des documents est extrêmement contrôlée. Il existe ainsi en URSS une véritable hiérarchie du secret, aussi bien pour la diffusion et la distribution des documents.

L'OGPU établit au milieu des années vingt des listes thématiques de documents soumis à des règles de secret, graduées en fonction de leur importance. Il distingue ainsi trois degrés : *soverchenno sekretno* (absolument secret), *sekretno* (secret) et *ne podlezit oglacheniou* (à ne pas diffuser) [26]. Certains documents, considérés comme exceptionnels, sortent même de cette classification. Ils sont rassemblés pour le *Politburo* dans des « dossiers spéciaux » (*osobyje papki*). Cette culture du secret se diffuse amplement dans la société où les formules sont connues. La qualification de « secret » devient un moyen de distinguer un document. Fonctionnaires, comme simples Soviétiques ornent leurs lettres ou leurs rapports de ces qualificatifs sans que ce soit absolument nécessaire [27].

Une fois classés « secrets », ces documents cessaient d'être des rapports ou des textes comme les autres et devaient être manipulés avec un soin particulier. Les règles extrêmement strictes qui leur sont appliquées sont définies dans plusieurs directives du *Politburo* [28]. Cette pratique du document secret influe logiquement sur la constitution et la pratique des archives, d'autant plus que de 1938 à 1960, la gestion des archives relève du NKVD, commissariat du peuple à l'intérieur, mais également police politique. Le contrôle de l'accès aux documents se fait alors plus encore politique [29].

Ce secret des archives prend différentes formes. Certains dépôts sont ainsi totalement secrets : c'est le cas par exemple de l'endroit où sont conservés tous documents confisqués par les Soviétiques en Allemagne à la fin de la guerre. Ces « trophées » de guerre rassemblaient pour l'essentiel des documents saisis par l'ERR en Europe occidentale. Cette « Archive spéciale », créée en 1946, est restée totalement secrète avant 1990 et son ouverture aux chercheurs date de 1992. À Leningrad, en 1928, une « archive secrète » est créée qui rassemble « des documents de la période prérévolutionnaire comme de la période soviétique ». Tous les documents griffés secrets produits par l'appareil soviétique y sont rassemblés « par les collaborateurs des archives en accord avec l'OGPU [30] ».

Le secret concerne également les centres d'archives pourtant publics, et ce, à deux niveaux : des fonds entiers pouvaient ainsi être secrets (on parle alors de fonds spéciaux, *specfondy*), en outre certains fonds étaient dotés de deux « parties », l'une « officielle », l'autre secrète. Tous ces fonds et parties de fonds étaient strictement cloisonnés, les parties publiques et secrètes n'étaient pas gérées par les mêmes archivistes. Secrets, ces fonds ou ces parties de fonds n'apparaissent dans aucun inventaire public. Ils n'existent tout simplement pas. En évoquant la révolution des archives dans un article de 1999, Andrea Graziosi note avec justesse que la découverte de ce continent ignoré que furent les « parties secrètes » des fonds fut une des composantes essentielles de cette période [31]. Lorsqu'il demande la partie secrète du fonds Ordjonikidze, l'archiviste auquel il s'adresse ne peut cacher son étonnement face à cet étranger qui en savait plus qu'elle qui pourtant travaillait dans cette archive depuis plus de vingt ans ! Le secret n'est donc pas un vain mot. L'archive est donc pendant un temps secrète. Le basculement de 1991 induit cependant un vaste processus de « déclassification » qui fait officiellement sortir du « secret » des continents de documents. Pour autant, le passé du secret est prégnant jusqu'à aujourd'hui dans le travail des chercheurs.

Il subsiste tout d'abord aujourd'hui encore des documents inaccessibles au chercheur. Il s'agit de documents encore classés secrets et non déclassifiés. Les procédures sont claires, même si elles ont évolué plusieurs fois depuis 1991 [32] : la décision de déclassification doit être prise soit par l'administration héritière juridique de celle qui a produit les documents (le ministère de la Défense par exemple), soit par une « commission de protection du secret d'État » quand il n'y a pas d'héritier juridique (c'est le cas pour le parti communiste par exemple). Si les décisions de déclassification ont été massives dans les premières années qui suivirent la chute du régime soviétique, elles sont ralenties depuis quelque temps. C'est en particulier l'interprétation de la notion de « secret d'État », justifiant une interdiction d'accès de 50 ans maximum, qui pose de véritables problèmes et de nombreux documents qui devraient être accessibles, ne le sont pourtant pas, provoquant la colère et l'impuissance de nombreux historiens [33].

Il reste aussi des dépôts d'archives inaccessibles ou presque : ceux du FSB le sont extrêmement difficilement. Mais ce sont les archives du président de la Fédération de Russie qui restent probablement l'un des véritables

trous noirs des archives russes. C'est pourtant elles qui fournissent les sensations les plus fortes des archives soviétiques, comme les documents sur Katyn, par exemple [34]. Il s'agit d'un fonds particulier qui dépend de l'administration du président de la Fédération de Russie. Il est fondé par un oukaze du président Boris Eltsine en décembre 1991 qui, en fait, assurait la transition avec les documents top-secrets qu'il avait reçus de M. Gorbatchev au moment de la disparition de l'URSS [35]. Gorbatchev, en juin 1990, avait en effet lui-même ordonné de rassembler tous les documents importants et sensibles du PCUS dans une « archive du président de l'URSS ». On y trouve pour l'essentiel des documents les plus secrets du Politburo et les fonds privés des secrétaires généraux du parti, et en particulier celui de Staline, et des principales personnalités du régime. L'accès à ces fonds est purement discrétionnaire comme le dénonce un article des *Izvestia* de 1994 signé par Ella Maksimova : les « vendeurs de sensations de l'archive du président ». Ils comprennent également des documents concernant la présidence de B. Eltsine et de M. Gorbatchev. Une partie des documents sont plus ou moins régulièrement transmis aux archives publiques (GARF ou RGASPI) sans que l'on sache les vraies limites de ce nouveau tonneau des danaïdes.

Mais les traces du secret vont bien au-delà de ces massifs de sources encore inaccessibles dont il est bien difficile d'estimer l'ampleur. Les vestiges du secret se lisent dans bon nombre de pratiques, même lorsqu'il a été officiellement levé. Les inventaires des parties secrètes des fonds sont ainsi, lorsqu'ils ont été déclassifiés, accessibles au chercheur. Ils peuvent donc être communiqués sur simple demande. Il reste que leur existence n'est généralement pas mentionnée dans les usuels disponibles en salle de lecture. Il faut donc *savoir*, connaître l'existence de ces fonds pour pouvoir y travailler. Cette connaissance peut être intuitive : une rupture dans la numérotation des fonds et des inventaires qui peut signifier l'existence du secret, les conseils d'un archiviste, les renseignements d'un collègue... Ils restent encore un continent non accessible facilement au non-initié

La composition

L'importance du secret dans le fonctionnement de l'État stalinien et dans sa gestion des archives souligne la valeur qu'il accorde au document, et donc à l'archive. Cette question de la valeur se retrouve ainsi logiquement au centre de la question de la constitution des archives elles-mêmes. Pour comprendre ce que l'on va trouver dans les archives, il faut donc d'abord réfléchir à la question de ce que l'on va conserver. Tous les documents ne sont pas égaux devant l'archive.

La conservation

Une attention différente aux documents est ainsi portée en fonction du producteur de l'archive : les archives des hautes personnalités sont incomparablement mieux conservées que celles des simples administrations quotidiennes. Celles du vice-président du conseil des commissaires du peuple, Andreï Vichinski, sont pour la période de 1939-1943 reliées dans des dossiers rouges à couverture rigide, les dossiers sont scellés au plomb et dotés d'un inventaire page par page [36]. On est là bien loin de l'ordinaire de l'archive, souvent reliée par une simple chemise cartonnée. Certains dossiers de bureaux des plaintes ont eux été reliés à la va-vite, preuve du peu d'importance accordée aux lettres envoyées par la population [37].

Des règlements très précis définissent par ailleurs la durée de conservation obligatoire des documents en fonction de leur importance et de leur représentativité (le dernier document en date qui fait encore autorité remonte à 1988, il a été modifié plusieurs fois et re-validé en octobre 2000 [38]). À l'issue de cette période, les documents

subissent une expertise et en fonction de leur importance sont ou non versés aux archives pour conservation permanente. Ces durées de conservation, qui n'ont rien de soviétique et dont les normes sont évidemment prescrites par la nécessité de gérer le volume des documents conservés, introduisent néanmoins des biais dans les recherches possibles. Les documents normatifs, ceux du centre administratif et politique bénéficient des durées de conservation les plus longues. Les documents les plus simples de l'échange entre l'État et les citoyens ne sont en revanche pas conservés prioritairement. Les plaintes de la population, selon le dernier état de 1988, ne sont ainsi conservées sans limitation de durée que dans le cas où elles contiennent des informations « sur des manquements graves ou des dysfonctionnements importants [39]. » Les autres lettres ne sont conservées que 5 ans. Ce n'est donc qu'une infime partie du massif documentaire qui reste disponible de nos jours.

Ces archives reflètent en une certaine mesure l'État stalinien, un état moderne par bien des aspects, mais patriarcal par d'autres [40]. Le rôle des personnalités y est ainsi essentiel et mis en scène, parfois à l'excès, dans les archives. Les fonds personnels des hommes d'État sont donc des sources extrêmement importantes et constituent l'un des principaux apports des dernières années. Versés aux archives du parti (RGASPI) depuis les archives présidentielles, ceux de Staline, Ordjonikidze [41] ou Vorochilov [42] par exemple contiennent une multitude de documents extrêmement précieux. Le fonds d'aujourd'hui est le fruit de la fusion de plusieurs fonds préexistants. Kaganovitch, bien étudié par Yves Cohen [43], est typique de cette hétérogénéité : une partie officielle (formée avant 1991), une partie privée (transmise par le dirigeant soviétique) et une partie sensible (rapatriée des Archives présidentielles). Ce qu'a touché le chef (c'est particulièrement vrai de Lénine, mais cela concerne bien d'autres responsables) est le plus souvent jugé digne d'être conservé : on trouve ainsi les brouillons de lettres, des bouts de papier griffonnés. Ces sources sont parfois anecdotiques, parfois moins : les dessins des chefs soviétiques furent ainsi conservés et retrouvés pour la plupart dans le fonds de Vorochilov grand amateur de l'exercice. Ils contribuent à affiner notre regard sur cette élite dirigeante [44]. Cette importance accordée aux grands hommes connaît ses limites : les lettres des dirigeants sont ainsi conservées, mais pas les sténogrammes de certaines séances du Politburo jugées trop secrètes. Il semble en outre que ces fonds aient été triés, probablement expurgés soit à la mort de la personnalité, soit par celle-ci même avant de transmettre ses archives personnelles (c'est le cas de Kaganovitch, par exemple).

Les destructions

L'abondance de l'archive pose donc en creux la question de ce qui n'y est pas, celle des trous blancs. Certaines absences, comme la disparition de ces correspondances entre chefs, s'expliquent simplement par des raisons techniques (ici, l'instauration de communications téléphoniques chiffrées entre Moscou et la Crimée qui rendent l'usage de la lettre inutile [45]). Il n'empêche : la question de la destruction se pose de façon prégnante. Elle fait régulièrement partie d'un certain discours commun sur les archives soviétiques : si l'on ne trouve pas un document, ce n'est pas qu'il n'existe pas, c'est qu'il aurait été détruit. Le plus souvent, pense-t-on, volontairement.

Il est pourtant impossible par définition de savoir quels documents ont été détruits. Certains inventaires portent la trace de ces dossiers détruits, le plus souvent lorsqu'il s'agit de documents à durée de conservation limitée.

Certains dossiers des victimes des répressions des années trente auraient ainsi pu être concernés [46]. On constate par exemple que les dossiers de personnes qui ont été réhabilitées pendant le dégel khrouchtchévien portent des tampons limitant leur conservation à vingt ans après leur retour dans les archives à l'issue de l'examen du dossier par les instances de réhabilitation [47]. Il semble toutefois que la règle n'ait généralement pas été appliquée puisque, à la date prévue (1982), alors qu'Andropov était pour une courte période secrétaire général du PCUS, ces dossiers qui constituent une source essentielle pour comprendre les répressions n'ont pas été détruits.

Patricia Grimsted dans sa magistrale étude sur les archives russes a réfléchi en outre à d'autres moments de destruction probable, en particulier avant la nationalisation des archives du parti communiste par Boris Eltsine au lendemain du putsch manqué de 1991. Il semble ainsi que toute une série de documents, en particulier ceux des dossiers personnels [48], ont été éliminés.

Le moment central des destructions d'archives reste néanmoins celui de la Grande Guerre patriotique de 1941-45. La soudaineté de l'avancée allemande a en effet mis l'ensemble des archives soviétiques sous une grande pression. La réaction ne se fait pas attendre et dès le 22 juin 1941, la direction principale des archives, une administration du NKVD rappelons-le, prend la décision de transférer les documents les plus importants en lieu sûr. Le 5 juillet, le conseil des commissaires du peuple décide de détruire les archives impossibles à exfiltrer des zones de combat. On connaît ce travail au niveau régional [49] : dans la région de Tver rapidement concernée par les combats, les documents secrets des archives sont évacués dès le 11 juillet en même temps que les archives du NKVD de la région. Entre juillet et septembre, une commission est mise en place pour « la sélection en vue d'évacuation des matériaux documentaires les plus importants et, dans le même temps, le repérage pour destruction des matériaux d'archive, ayant perdu leur importance opérationnelle et n'ayant pas d'intérêt historique. » À Rzhev, il semble que la moitié des documents aient pu être évacués (vers Tchkalov) avant l'arrivée des forces nazies. À Tver la situation est comparable (vers Oufa). Une partie des documents non détruits sont laissés derrière les Soviétiques en zone d'occupation. Les chiffres des destructions sont ainsi mieux connus : Patricia Grimsted évoque le cas des archives du Gosplan (7 fois plus d'archives détruites que d'archives évacuées) ou du Goulag (près de 100 000 dossiers évacués contre plus d'un million de détruits [50]).

Ce soin porté aux archives par les Soviétiques correspond au pillage des ressources par l'ERR nazie, à qui l'on doit par exemple les archives de Smolensk.

Cette évacuation-destruction s'est faite dans un contrôle relatif de la situation dans le système d'archives largement contrôlé par la structure efficace du NKVD. Cela ne semble pas avoir été le cas dans les archives administratives, donc celles qui sont encore conservées dans les ministères. Il semble que dans bien des cas, des destructions impulsives ont définitivement endommagé les fonds de certains commissariats du peuple (finances, mais surtout éducation et industrie alimentaire). Les destructions de la guerre sont ainsi dues pour partie aux destructions et confiscations de l'ennemi, mais aussi pour partie aux destructions préventives, tout particulièrement dans les premiers mois, voire les premières semaines de la guerre.

Les archives soviétiques, devenues accessibles, ont sans aucun doute permis une écriture plus fiable, moins hypothétique, moins fantasmagorique de l'histoire de l'Union soviétique et du stalinisme en particulier. Après une première période faite d'une improbable chasse au trésor dans un continent inconnu, les chercheurs ont laissé les

journalistes, compagnons de route d'un temps et ont compris l'importance de cartographier ce territoire. Comprendre les logiques de la constitution des archives permettait de poser les bonnes questions : non pas tellement quel document allait-on y trouver, mais quel document pouvait-on y trouver ? Comprendre également la logique de formation des archives pour ne pas rechercher là où il n'y a aucune chance de trouver. Cette réflexion est essentielle pour le chercheur, pour orienter son travail. La deuxième dimension tient évidemment à la pratique de l'historien. Quelle histoire du stalinisme peut-on écrire ? La structure très compartimentée des archives du stalinisme a pendant longtemps, pour des raisons d'accès impossible, rendu chimérique une histoire exhaustive du pouvoir stalinien. C'est évidemment moins le cas aujourd'hui, non seulement parce que l'accès est possible, mais parce que l'on sait où chercher et comment chercher, parce que l'on sait que les modes de production documentaire de la bureaucratie soviétique permettent *in fine* toujours de dénicher un document dans un fonds accessible. C'est pourquoi l'histoire politique, l'histoire du pouvoir stalinien, l'histoire du fonctionnement de l'État ont fait d'incomparables progrès [51]. C'est bien entendu le fruit d'une pratique archivistique qui portait un intérêt particulier aux grands hommes, aux lieux du pouvoir. L'histoire sociale du stalinisme, l'histoire du peuple soviétique, elle a moins progressé. Les sources sont plus complexes à manier, plus rares. L'homme soviétique, le simple Soviétique est souvent absent des archives, sa voix peine à se faire entendre. C'est sûrement un enjeu majeur pour les historiens de l'URSS : inventer des sources pour faire l'histoire de ce peuple. Et un enjeu pour les archivistes du futur : conserver les traces de ce qui n'a pas nécessairement de valeur... Staline, dans une phrase pleine de cynisme, affirma un jour de 1935 aux diplômés de l'Académie militaire : « il faut comprendre que de tous les capitaux existant au monde, celui qui est le plus précieux et le plus décisif, c'est l'homme [...] ». C'est bien cet homme qu'il est le plus difficile de dénicher dans les archives soviétiques..

François-Xavier Nérard
Université de Bourgogne
Centre Georges Chevrier

[1] De 1950 à 1953, plusieurs centaines de réfugiés soviétiques furent interrogés par une équipe de sociologues américains dirigés par Alex Inkeles. Ces entretiens plus ou moins approfondis constituèrent un moment important de la connaissance du système soviétique. Plusieurs ouvrages ont été inspirés par ce projet. Voir en particulier Alex Inkeles et Raymond Bauer, *The Soviet Citizen; Daily Life in a Totalitarian Society*. Russian Research Center studies, vol. 35, Cambridge, Harvard University Press, 1959. Les archives de ce projet sont désormais disponibles en ligne : <http://hcl.harvard.edu/collections/hpsss>.

[2] La ville de Smolensk est située à un peu moins de 400 km à l'ouest de Moscou. Elle est occupée par les Allemands du 16 juillet 1941 au 25 septembre 1943.

[3] *Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg*, l'équipe d'intervention du *Reichsleiter Rosenberg*, fut responsable du pillage des richesses documentaires et artistiques de l'Europe. À ce sujet, voir Patricia Grimsted, « Roads to Ratibor: library and archival plunder by the Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg », *Holocaust and Genocide Studies*, 19(3), 2005, p. 390-458.

[4] Elles sont en particulier mobilisées dans l'ouvrage fondamental de Merle Fainsod, *Smolensk Under Soviet Rule*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 1958 (traduction française : *Smolensk À L'Heure De Staline*, Paris, Fayard, 1967).

[5] Voir par exemple Robert E. Johnson. « "The Greatest Russian Tragedy of the 20th Century" : An Interview with Viktor Danilov (1925–2004). » *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History* 9.2 (2008), p. 348-349. Danilov explique bien qu'il n'était pas question d'accès aux archives secrètes, mais « de la possibilité de mener des recherches systématiques dans les archives "non-secrètes" ».

[6] Voir par exemple J. Getty, *Arch, Origins of the Great Purges : The Soviet Communist Party Reconsidered, 1933-1938*, Soviet and East European Studies, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 1985.

[7] On relira avec profit l'article contemporain des événements de Nicolas Werth, « La transparence et la mémoire. Les Soviétiques à la recherche de leur passé. », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 21 (1989), p. 5-27.

[8] Le roman est publié dans la revue soviétique *Droujba narodov* en 1987 et traduit en français aux éditions Albin Michel en 1988.

[9] Acronyme russe du centre de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine.

[10] Le concept de « vie privée » est relativement flou et mobilisé différemment selon les archives et les archivistes pour autoriser ou refuser l'accès à un dossier. Le texte de 1992 n'évoque pourtant que les questions financières, les relations

familiales, les questions de santé et celles d'adoption. Nikita Petrov, chercheur reconnu de l'ONG Memorial, dénonce les abus d'interprétation de la loi dans un article récent : Nikita Petrov, « Hranit' ili ohranit' ? » (Conserver ou protéger ?), *The New Times* — *Novoe Vremia*, 25 mai 2009.

[11] Patricia Kennedy Grimsted, « Archives of Russia Seven Years After: “Purveyors of Sensation” Or “Shadows Cast to the Past”? », *Cold War International History Project*, 20 (1998).

[12] On se rappelle en particulier du scandale provoqué par le livre de Thierry Wolton, *Le grand recrutement*, Paris, Bernard Grasset, 1993. Voir à ce sujet l'article de Sabine Jansen, « La Boîte de Pandore des archives soviétiques. », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 42 (1994), p. 97-102.

[13] Oleg Hlevnijuk, « L'Historien et le document : Remarques sur l'utilisation des archives. », *Cahiers du monde russe* 40, no 1-2 (1999) : 101-12.

[14] La formule est d'Oleg Hlevnijuk dans l'article cité.

[15] On se concentre dans cet article sur le cas des archives soviétiques conservées sur le territoire de la Fédération de Russie. L'éclatement de l'URSS a conduit à l'autonomisation des archives des républiques fédérées, mais celles du pouvoir central sont restées à Moscou.

[16] Cette structure centrale des archives soviétiques, puis russes a changé 13 fois de statuts depuis 1922.

[17] On peut en consulter la liste sur le site de *rosarkhiv* : <http://www.rusarchives.ru/demands/adress/vedom.shtml>

[18] Depuis 1992, la dénomination officielle de ce centre d'archives est « Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie ». Voir l'historique sur leur site :

[http://www.ln.mid.ru/ns-arch.nsf/e7ef353cc1b1406043256b06004bbbe2/6715fac460ec459b43256b06002fb32c?](http://www.ln.mid.ru/ns-arch.nsf/e7ef353cc1b1406043256b06004bbbe2/6715fac460ec459b43256b06002fb32c?OpenDocument)

[OpenDocument](http://www.ln.mid.ru/ns-arch.nsf/e7ef353cc1b1406043256b06004bbbe2/6715fac460ec459b43256b06002fb32c?OpenDocument)

[19] Directive du Conseil des commissaires du peuple du 31 mars 1919. Voir l'article « Arhiv » de la *Grande encyclopédie soviétique*, tome 3, colonne 549, Moscou, 1926.

[20] Sergej Mironenko, *Putevoditel', tom 3 : Fondy gosudarstvennogo arhiva Rossijskoj Federacii po istorii SSSR* (Guide : tome 3. Les fonds des archives nationales de la Fédération de Russie sur l'histoire de l'URSS), p. I-XV.

[21] En 1925, les archives de l'armée rouge, puis en 1926 les archives centrales du cinéma et des photos sont exclues de l'AOR. C'est aussi le cas de tout ce qui concerne la famille impériale et de façon plus large la chute de l'ancien régime.

[22] République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie

[23] Archives d'état russe de l'économie

[24] Seul le fonctionnement de l'État soviétique, grand producteur de documents en multiples exemplaires, permet de surmonter cet obstacle. Un même document peut ainsi se trouver dans différents fonds.

[25] Voir à ce sujet l'article de Jonathan Bone, « Soviet Controls on the Circulation of Information in the 1920s and 1930s. » *Cahiers du monde russe*, 40, 1 (1999), p. 65-89.

[26] Jonathan Bone, *art. cit.*, p. 69-75 traduit in extenso une telle liste.

[27] Le phénomène est net dans les lettres de dénonciations.

[28] O. Hlevnijuk [sous la dir.], *Stalinskoe Politbjuro v 30-e gody* (Le bureau politique stalinien dans les années trente), Moscou, Airo-XX, 1995, p. 73-82. Le recueil comprend neuf documents qui définissent les règles de gestion. Le principal date de 1925.

[29] Il est notamment privilégié par rapport à la communication en salle de lecture. Le nombre de chercheurs va ainsi aller décroissant.

[30] Historique de la formation des archives régionales de Saint-Pétersbourg, disponible en ligne sur le site du comité fédéral des archives : <http://www.rusarchives.ru/state/aycpblo/history.shtml>.

[31] Andrea Graziosi, « The New Soviet Archival Sources : Hypotheses for a Critical Assessment », *Cahiers du monde russe*, 40, no. 1-2 (1999) : 13-64.

[32] La dernière modification remonte à 2007 : *prikaz* (décret) n° 19 du ministère de la Culture de la Fédération de Russie.

[33] Voir article de Nikita Petrov, « Hranit ili ohranit », *The new times*, 25 mai 2009.

[34] Sur décision de Boris Eltsine ces documents sont extraits de cette archives et des copies sont transmises, en septembre 1992, aux Polonais. Les originaux sont transmis en avril 2010 par D. Medvedev au RGASPI qui progressivement récupère ainsi les fonds dont il était démuné. Ces documents sont même rendus publics et des copies électroniques disponibles : on les consultera sur le site de *rosarkhiv* : <http://rusarchives.ru/publication/katyn/spisok.shtml>

[35] P.K. Grimsted, *art. cit.*, p. 21-22.

[36] Le fonds est conservé aux archives nationales de la Fédération de Russie (GARF) : fonds 5446 (partie secrète), inventaire 81a.

[37] Voir en particulier les fonds des bureaux des plaintes, institutions clés de la gestion du mécontentement en URSS, conservés aux archives régionales de Nijni Novgorod, fonds 5944 par exemple. Sur les bureaux de plaintes, lire François-Xavier Nérard, « Les bureaux des plaintes dans l'URSS de Staline (1928-1941) : la gestion du mécontentement dans un État socialiste », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 49-2, avril-mai 2002, p. 125-144.

[38] Je ne dispose pas des instructions précises pour les années trente.

[39] Cf. Pt. 56 de l'inventaire des documents-types.

[40] Voir Yoram Gorlizki, & O. V. Khlevniuk, *Cold peace : Stalin and the Soviet ruling circle, 1945-1953*, Oxford ; New York, Oxford University Press, 2004, p. 58 et suivantes.

[41] Commissaire du peuple à l'industrie lourde, il est l'un des personnages importants du clan stalinien, doté d'une certaine autonomie face à Staline. Il se suicide en février 1937.

[42] Commissaire du peuple à la défense.

- [43] Yves Cohen, « Des lettres comme action : Stalin au début des années 1930 vu depuis le fonds Kaganovic », *Cahiers du monde russe*, 38 (3), 1997, p. 307-345
- [44] Alexandre Vatlin, Larissa Malashenko, *Dessine-moi un Bolchevik*, édition française (traduction, présentation, légendes et préface) établie par François-Xavier Nérard, Tallandier, Paris, 2007.
- [45] Yves Cohen, *art. cit.*, p. 312.
- [46] P.K. Grimsted, *art. cit.*, 1998, p. 66. Elle renvoie à Dmitrii G. Iurasov, « Unichtozhenie poslednego sudebnogo arkhiva 30-kh – 50-kh godov » *Glasnost': Informatsionnyi biulleten'*, nos. 2-4 (July 1987).
- [47] Voir par exemple le dossier reproduit dans Vatline, « sledstvennye dela, 1937-1938 » (les dossiers judiciaires de 1937-1938), in Lidia Golovkova [dir], *Butovskij poligon* (le polygone de tir de Butovo), Moscou, Also, 2004, p. 185.
- [48] P.K. Grimsted, *art. cit.*, p. 64-69.
- [49] Voir par exemple Tverskie arhivy v gody velikoj otecestvennoj vojny, L. Sorina, disponible en ligne : http://www.tversu.ru/archives/sb_VOV.html
- [50] P.K. Grimsted, *art. cit.*, p. 65. Sa source est un rapport de la direction des archives du NKVD, daté du 1er avril 1942. GARF, f. 5325, op. 10, d. 836, p. 45-46.
- [51] Sheila Fitzpatrick, « The Soviet Union in the Twenty-First Century », *Journal of European Studies* 37, n° 1 (2007) : 51-71.

Pour citer cet article :

François-Xavier Nérard, « Quelles archives soviétiques ? Réflexion sur la constitution des archives du pouvoir stalinien » in *Historiographie & archivistique. Ecriture et méthodes de l'histoire à l'aune de la mise en archives*, sous la direction de Philippe Poirrier et Julie Lauvernier, *Territoires contemporains, nouvelle série - 2* - mis en ligne le 12 janvier 2011.

URL : http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/historiographie/FX_Nerard.html

Auteur : [François-Xavier Nérard](#)

Droits : © Tous droits réservés - Ce texte ne doit pas être reproduit (sauf pour usage strictement privé), traduit ou diffusé. Le principe de la courte citation doit être respecté.

